

4 Économie

Lutte contre la vie chère au Gabon

Le groupe de réflexion " Imagine Gabon " ouvre des pistes

Innocent M'BADOUUMA

Libreville/Gabon

Pendant 45 minutes, le directeur général de la Concurrence et de la Consommation a esquissé quelques pistes pour des solutions nouvelles de lutte contre la pauvreté. Il y voit la nécessité de prendre en compte d'autres paramètres que l'alimentation.



Photo : JOE MANIANGA

Emmanuel Eyeghe Nze, conférencier.

SAMEDI dernier, à l'hôtel Nomad, "Imagine Gabon Think-Thank", organisation de la société civile, tenait son traditionnel café-Imagine. Réunissant des compétences diverses autour du thème "la lutte contre la vie chère : bilan et perspectives". L'objectif de cette rencontre a été de permettre aux participants d'avoir la bonne information auprès du spécialiste de la question, de relayer une information fiable auprès des parties prenantes, d'acquiescer des connaissances nouvelles sur la thématique proposée et de formuler des recomman-

dations. Conférencier du mois, Emmanuel Eyeghe Nze, économiste, par ailleurs directeur général de la Concurrence et de la consommation, a dressé un état des lieux de l'impact des mesures gouvernementales visant à réduire la cherté de la vie. Après avoir égrené des statistiques comparatives du coût de la vie en Afrique, Emmanuel Eyeghe a énuméré les facteurs qui renchérissent la cherté au Gabon. Parmi ceux-ci, la



Photo : Rudy Hombenet

Vue des participants attentifs lors de la conférence.

faiblesse de la production nationale, les coûts élevés de facteurs de production, la multiplicité des taxes et des contrôles, la protection du marché afin de soutenir l'industrialisation, le non-respect de la réglementation de la fixation des prix, notamment dans le secteur du logement, etc. Selon M. Eyeghe Nze, la cherté de la vie au Gabon n'est pas causée que par l'augmentation des prix des aliments. Il y a des postes de dépenses qui grèvent les budgets des ménages, comme le loyer

et le transport. Aussi, a-t-il mentionné les mesures prises par les pouvoirs publics pour soulager la vie des Gabonais. Certes, la mercuriale n'est pas respectée par de nombreux opérateurs économiques, environ 451 structures (42,11 %) sur les 1580 opérateurs économiques contrôlés entre le 18 septembre 2017 et le 1er mars 2018.

DIFFICULTÉS. Néanmoins, le blocage des prix depuis 2012, a-t-il martelé,

a permis de contenir une hausse de prix plus importante. Même s'il admet que des difficultés subsistent : « ré-exportation des produits défiscalisés vers d'autres pays de la sous-région, subvention des produits importés au détriment des produits locaux, et comportement spéculatif de certains opérateurs qui se sont improvisés importateurs », a dit le conférencier. Pour terminer, il a insisté sur la nécessité d'infléchir les coûts du logement, du transport et de l'alimentation, en produisant en plus grand nombre localement. La lutte contre la vie chère ce sont aussi des frais de santé abordables, des revenus indexés sur l'inflation, l'instauration d'une véritable économie de libre-marché (culture de la concurrence, contrôle des opérateurs bénéficiant des monopoles comme la SEEG et autres, etc.) Plusieurs interventions des participants sont venues enrichir le débat. L'économètre Fidèle Manguangou a estimé que la

pauvreté doit s'appréhender au travers des indicateurs mesurables. « La vie chère n'est pas un concept économique, on parle plutôt de pouvoir d'achat », a-t-il dit. Quant à Alain Makaya, coordonnateur adjoint du programme Gabonaise des réalisations agricoles et des initiatives des nationaux engagés (Graine), il faut accroître la production agricole nationale. Des propositions bien notées par le président de Imagine Gabon Think-Thank, Léandre E. Bouloubou, par ailleurs directeur de cabinet du ministre de l'Économie.

A noter que la section Imagine-Gabon Think-Thank organise chaque mois une rencontre d'échanges dénommée "Café-Imagine" au cours de laquelle est invitée une haute personnalité, un expert ou un spécialiste pour échanger avec les participants sur une question institutionnelle ou de politique publique au Gabon, en Afrique ou dans le monde.

Insertion et réinsertion professionnelle dans les PME et unités artisanales

Près de 150 jeunes du Prodece à l'étape d'avant " embauche "

I. M'B.

Libreville/Gabon

Ils seront près de 150 jeunes à entrer dans les PME et unités artisanales dans de nombreux domaines d'activités : menuiserie, coiffure, cuisine, décoration d'intérieur, etc. Il leur fallait franchir la dernière étape du processus

d'insertion professionnelle. Ce qui a été fait le week-end écoulé.

Le Projet de développement des compétences et de l'employabilité (Prodece), d'un montant de plus de 57 milliards de francs, financé à 100% par la Banque mondiale en faveur des jeunes de 18 à 34 ans, peu ou pas du tout scolarisés, est rentré, le week-end dernier, dans une phase plus pra-

tique visant à intégrer très prochainement près de 150 jeunes dans des PME et unités artisanales.

En effet, après l'audition des candidats par un groupe d'experts il y a quelques jours, afin d'apprécier les motivations des candidats et, au besoin, les réorienter vers des filières en cohérence avec leurs ambitions, les jeunes ont passé le dernier test, avant leur intégration effective au sein des

entreprises et unités artisanales identifiées par l'unité de gestion Prodece. Un dernier test qui consistait en des visites médicales.

Car, le placement des jeunes dans ces unités artisanales et entreprises est conditionné par une visite médicale, afin d'évaluer leurs aptitudes physiques. C'est pourquoi, du 9 au 13 avril 2018, 150 jeunes ont passé des examens médicaux, au Centre hospitalier

universitaire de Libreville. Des visites au terme desquelles ceux déclarés aptes seront automatiquement "embauchés" dans les unités productives et y démarquer leur stage de formation. Mis en œuvre et exécuté par l'Office national de l'emploi (ONE) que dirige Landry Hans Ivala, le Prodece vise, d'une part, le développement des compétences de 3500 jeunes sur cinq ans par le mécanisme de la for-

mation alternée (apprentissage pratique du métier dans une unité artisanale et formation complémentaire dans un centre de formation professionnelle) et, d'autre part, l'amélioration de la capacité de 3000 autres jeunes (sur cinq ans toujours) à assumer convenablement les tâches d'un emploi à travers le mécanisme, via un apprentissage par des stages.

Hydrocarbures

Premier forage réussi pour la compagnie BW Energy sur le champ Tortue

MSM

Libreville/Gabon

QUELQUES jours après avoir baptisé son pétrolier au chantier naval de Keppel à Singapour, la compagnie pétrolière cotée à la bourse d'Oslo, a annoncé dans un communiqué, le 9 avril dernier, le forage réussi de son premier puits, le DTM-2H,

sur le champ Tortue, rapporte l'agence Ecofin.

Lors du forage réalisé « en tant que puits de production horizontale, la compagnie annonce qu'elle a rencontré une longue section saturée d'huile et que l'opération, commencée au mois de janvier dernier, a été réalisée sans incidents, selon le calendrier et le budget arrêtés. »

D'autres forages devraient être bouclés à la fin du mois

de juin, indique la compagnie.

Selon le plan de développement de ce champ présenté à Singapour, il y a quelques jours, après le DTM-2H, suivra le forage par la plateforme Borr Norve, du trou pilote du puits DTM-3, qui permettra d'évaluer le potentiel des réservoirs de Gamba et de Dentale, situés dans la partie Nord-Ouest de Tortue.

Les opérations de forage de ce puits qui sera constitué d'un drain horizontal d'environ 500 mètres, devraient se poursuivre jusqu'à fin juin.

« Je tiens à féliciter notre équipe de projet pour avoir franchi cette étape importante dans la commercialisation de la licence de Dussafu, a déclaré Carl K. Arnet, PDG de BW Offshore. Nous sommes convaincus, pour-

suit-il, que notre équipe de professionnels dévoués dans des disciplines telles que la HSE, l'ingénierie des forages, les géosciences, la finance, la chaîne d'approvisionnement et la gestion, continuera à faire avancer ce projet de manière sûre et efficace. »

BW Energy Gabon, filiale locale de BW Offshore, détient une participation de 91,67% dans le contrat de partage de production signé

pour le permis Dussafu dont le champ Tortue fait partie, alors que son partenaire, Panoro Energy, possède les 8,33% de parts restantes.

Pour mémoire, le champ Tortue constitue l'une des quatre découvertes pétrolières existantes dans la zone d'exploitation exclusive de Dussafu : Ruhe, Moubenga et Walt Whitman.

COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 16/04/2018				VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSISERS		
DEV	FIXING		DEV/CFA	DEV	CFA			
	EUR/DEV	DEV/COT				en date du		
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957			
USD	1,2317	1USD =	532,562	1 USD	548,324	CAC 40	16/04/2018	5 325,76
CAD	1,5482	1CAD =	423,690	1 CAD	451,851	DOW JONES	16/04/2018	24 526,31
JPY	132,6400	1JPY =	4,945	100 JPY	519,241			
GBP	0,8640	1GBP =	759,209	1 GBP	796,406			
CHF	1,1854	1CHF =	553,363	100 CHF	58 438,43			
ZAR	14,8457	1ZAR =	44,185	100 ZAR	4 594,70			
MAD	11,3293	1MAD =	57,899	1 MAD	60,54			
CNY	7,7363	1CNY =	84,789	1CNY	87,33			
KES	124,1900	1KES =	5,282	1KES	5,44			

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
16 Avril 2018: 72,41